

*Article 30 du Règlement**[Traduction]*

Le député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall) a exprimé la sympathie qu'il éprouve à l'endroit des habitants de la Grenade et du haut-commissaire. J'ai déjà exprimé des sentiments analogues au haut-commissaire et je lui ai dit que je partageais son anxiété.

Ayant, moi aussi, fait la guerre, monsieur le Président, je comprends jusqu'à quel point les gens doivent être rassurés ce soir de pouvoir se promener dans les rues de St. George's.

J'aimerais fournir des précisions à propos des Canadiens qui avaient disparu cet après-midi. Ils devaient avoir quitté l'île, mais on s'est aperçu qu'ils ne l'avaient pas fait. Une fois que les dispositions définitives eurent été prises pour leur faire quitter la Grenade à bord d'un avion pouvant se poser à l'aéroport, le cortège s'est formé pour se rendre à l'aéroport. Ayant rencontré un groupe de tirailleurs isolés, il a dû rebrousser chemin avec l'intention de revenir un peu plus tard. Lorsqu'il est enfin parvenu à l'aéroport, l'avion était venu et était reparti, parce que les gens de la tour de contrôle avaient dit à l'équipage de l'appareil qu'il n'y avait plus de Canadiens dans l'île. J'apprends qu'on est enfin allé les chercher.

Quant à l'entretien que Nobel Power a eu avec les représentants du Caricom, j'aimerais citer les paroles de M. Thomas Adams, président de la Barbade. Ce que rapporte Nobel Power répond en quelque sorte à l'honorable représentante de New Westminster-Coquitlam (M<sup>lle</sup> Jewett) qui voulait savoir si le Canada avait été consulté. Voici les propos que Noble Power et Tom Adams ont rapportés. Tom Adams a dit à Noble Power: «Dites au premier ministre que je regrette énormément que cette fissure se soit produite entre nos deux pays». Et Noble Power a dit qu'il avait été soumis à une tension si terrible par un concours de circonstances qu'il n'avait pu consulter le Canada. Nous tenons ce renseignement de notre haut-commissaire qui s'est entretenu avec le premier ministre de la Barbade. Quant à moi, c'est la version officielle et je me suis assuré que c'était la vérité.

● (2300)

**Mlle Jewett:** Monsieur le Président, le député accepterait-il une question?

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre. Le député a la parole pour faire un discours. Libre à lui d'accepter de répondre à une question. Le député accepterait-il une question?

**M. Dupras:** Volontiers.

**Mlle Jewett:** Je remercie mon collègue. Je ne posais pas une question à titre de consultation. Pourrais-je demander au député de confirmer la déclaration dont j'ai parlé, à savoir la déclaration faite à la télévision hier soir par le premier ministre Adams qui, dans son entretien avec notre haut-commissaire vendredi soir, a dit à ce dernier que l'intervention militaire était la seule solution possible dans le cas de la Grenade?

**M. Dupras:** Oui, c'est exact. Il a eu cette conversation avec Noble Power. Néanmoins, il n'a pas fait mention de la participation des Américains. Quand ils se sont séparés, il avait été entendu qu'ils auraient un nouveau entretien sur ce sujet. Ce

n'est pas le dernier qu'ils aient eu. Je pense que nous devons croire notre représentant diplomatique à la Barbade sur parole lorsqu'il dit avoir obtenu ce renseignement de la bouche même du premier ministre de la Barbade.

Ce qui me frappe, c'est que ceux qui se sont attaqués à Maurice Bishop pendant des années lorsqu'il était isolé, se sont servis de sa mort comme prétexte pour envahir la Grenade. Les meurtriers de Maurice Bishop sont entièrement responsables de leur crime, mais je suis également certain que le climat d'hystérie idéologique entretenu par les critiques de Bishop a contribué à la mort de ce dernier. Il est vraiment tragique que d'autres puissances aient choisi ce minuscule pays de 100,000 habitants pour expérimenter leur stratégie globale.

Maurice Bishop avait commencé à rebâtir un pays dévasté par des années de corruption et d'incurie. Les institutions internationales de développement, comme la Banque mondiale et l'Intra-American Development Bank, ont examiné de près l'expérience grenadine et leur verdict a été très favorable. Le nouveau gouvernement a répondu aux besoins fondamentaux du peuple tout en améliorant énormément la gestion financière du pays. En fait, l'expérience grenadine a donné de bons résultats. Malheureusement, d'autres, à l'extérieur comme à l'intérieur, souhaitaient la voir échouer.

Il est vrai, monsieur le Président, qu'un Canadien éminent, bien connu à la Chambre des communes, a séjourné à la Grenade pendant deux semaines en 1982. Une entreprise canadienne l'avait chargé d'étudier la situation politique de l'île. Il a quitté Ottawa le 26 juin dans un avion d'Air Canada et il est revenu le 14 juillet. Dans son rapport, il précise qu'il est difficile de se rendre en avion jusqu'à la Grenade parce qu'il n'y a là aucun grand aéroport pouvant accueillir de gros avions. Il a dû aller à la Barbade et attendre deux jours et demi avant de pouvoir nolisier un avion à grands frais pour aller à la Grenade. Je voudrais, avec la permission de la présidence, citer quelques observations figurant dans son rapport:

Même si je n'ai pas pu me rendre sur place, j'ai appris qu'il y avait maintenant un certain nombre de centres de soins et d'infirmeries répartis dans toute l'île, ainsi que des cliniques dentaires. Certains de ces établissements sont tenus par du personnel cubain, mais la population rurale semble très satisfaite de ces services. Le système scolaire a été amélioré à bien des égards, et notamment les frais de scolarité ont été pratiquement éliminés au niveau secondaire.

Il décrit ensuite vraiment ce qu'il a vu à St. George's en fait de progrès sociaux autant que matériels. Il parle des routes et du réseau d'éclairage, du traitement des eaux usées et d'autres choses du genre. Voici un autre extrait de son rapport:

J'ai parlé à un certain nombre d'hommes et de femmes d'affaires du secteur privé et j'ai appris que les opinions étaient partagées. En général, on ne semble pas craindre que le gouvernement intervienne et beaucoup, surtout parmi les jeunes, pensent que les gens du gouvernement sont coopératifs. D'aucuns ont fait partie de conseils consultatifs chargés par le gouvernement de régler les problèmes qui se posent. Certains, parmi les personnes âgées, sont plus inquiets, mais je n'ai pas pu trouver un seul cas manifeste de mainmise gouvernementale. Les hauts fonctionnaires se disent désespérément désireux de protéger le secteur privé...

C'est-à-dire le gouvernement.

... et le gouvernement ne se manifeste que pour fournir un service jusque-là inexistant (opinion que j'ai souvent entendue dans les milieux gouvernementaux au Canada).